

PRÉSIDENTIELLE AU MALI

Les Maliens ont voté massivement

Au Mali, le premier tour des élections présidentielles a eu lieu, hier, sans incidents.

Les Maliens ont voté massivement avec l'espoir de voir disparaître cette page sombre de l'histoire de leur pays : 18 mois de chaos. Les résultats provisoires doivent être publiés. Un second tour est prévu le 11 août, si aucun candidat n'atteignait pas la majorité des suffrages.

«C'est le meilleur scrutin que le Mali ait organisé depuis son indépendance en 1960», a estimé le président par intérim, Dioncounda Traoré, qui ne se présente pas.

Vingt-sept candidats dont une femme (la députée Haidara

Aichata Cissé, Ndlr) se sont mis en lice pour cette joute qui a, au fait, mis aux prises deux gros calibres à savoir, l'ancien Premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta, ancien ministre des Finances et l'ex-dirigeant de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA), Soumaïla Cissé, les deux favoris.

Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) avait en effet, menacé de «frapper les bureaux de vote afin de dissuader les musulmans maliens de prendre part au scrutin».

«Seul le Mali sera gagnant pour oublier le cauchemar qu'il vient de vivre», a déclaré IBK après avoir voté, à Bamako, la capitale, tout comme son rival

Soumaïla qui a souligné qu'«aujourd'hui, il faut tourner la page, il faut retourner dans le calme à des institutions républicaines.»

Au nord du Mali, territoire que les rebelles touaregs ont «libéré» avant l'intervention française, le scrutin s'est déroulé sous la surveillance des Casques bleus, de la Minusma et de l'armée malienne appuyée par les 3 200 soldats français qui campent toujours dans le pays. Cette élection devrait, en effet, rétablir l'ordre constitutionnel interrompu le 22 mars 2012 par un coup d'Etat qui a précipité la «chute» du Nord du Mali ou l'Azawad comme préfèrent l'appeler les Touaregs aux mains de groupes islamistes de la mouvance Al-Qaïda, alliés dans un



Photo : DR.

premier temps à la rébellion de libération de l'Azawad touareg du Mouvement national (MNLA).

L. H et AFP.

À Kidal, on vote «pour le Mali» ou on manifeste «pour l'indépendance»

«On a besoin d'un président pour s'occuper des problèmes du Mali : le développement et les rébellions récurrentes» : en dépit des craintes, la présidentielle a débuté hier sans incidents à Kidal, bastion des rebelles touareg, dont certains ont manifesté aux cris de «Azawad oui, Mali non».

«Tout est foutu par le vent» : trois hommes en boubou sont agenouillés autour d'une liste électorale déchirée, calée par une grosse pierre pour éviter qu'elle ne s'envole, dans le centre de vote numéro un, l'un des trois que compte Kidal, à 1 500 km au nord-est de Bamako.

Il n'est pas encore huit heures, ouverture officielle des bureaux de vote, mais déjà des dizaines d'électeurs se pressent devant l'entrée du centre, un lycée. Des Casques bleus togolais les fouillent un par un, alors qu'un véhicule blindé de l'armée française est stationné à cent mètres de là. «Nous sommes venus tôt pour voter rapidement et rentrer en famille. C'est important de voter pour le Mali, la liberté, le travail et en finir avec la crise», explique Bou Amine, militaire à la retraite,

qui tient à la main sa carte et cherche son nom sur l'un des bureaux du centre, qui en contient une dizaine, des anciennes salles de classe.

Devant chacun est affichée une liste électorale, souvent déjà en mauvais état. L'une d'elles s'envole dans l'indifférence. Plus loin, un observateur des Nations unies demande des volontaires pour remplacer au pied levé plusieurs présidents de bureaux de vote et assesseurs, qui ne se sont pas présentés.

«Ces présidents de bureau qui ne sont pas venus, ce sont des gens du MNLA qui tentent de saboter l'élection. Ils ont aussi tenté d'intimider les électeurs pour qu'ils ne viennent pas voter», assure un homme qui tient à rester anonyme. Les rebelles touareg du Mouvement national de libération



Photo : DR.

de l'Azawad (MNLA) assurent qu'ils n'empêcheront personne de voter librement à Kidal, une région qui ne compte que 35 000 électeurs recensés, mais qui est symbolique de la tenue du scrutin sur l'ensemble du territoire malien, six mois après la reconquête du Nord du pays, occupé par des groupes islamistes armés.

A 8h30 (locales et GMT), un seul électeur a pu voter dans le centre, mais le système se rode peu à peu. Le bulletin de vote, unique, est impressionnant : il détaille les photos et noms des 27 candidats.

«Notre désir, c'est l'indépendance»

«C'est mal organisé, on ne sait pas comment il faut voter. Mais il faut voter. La population souffre, nous n'avons pas d'eau, pas d'électricité, il nous faut un président pour s'occuper de tout cela», explique Aloussene Ag Andina.

Organisée sous la pression de la communauté internationale,

France en tête, la présidentielle est aussi l'occasion de reprendre le cours constitutionnel des choses, après le coup d'Etat militaire de mars 2012.

«Depuis un an, on est dans une transition qui n'en finit pas. On va élire un président légal qui va pouvoir résoudre les problèmes. On est dans la pire situation qu'on ait jamais eue, avec en plus des problèmes interethniques», entre populations noires et touareg, mais aussi entre clans touareg», juge Ibrahim Ag Hanoufley, qui a voté pour l'ancien Premier ministre Ibrahim Boubacar Keïta, l'un des favoris.

Mais de nombreux membres de la communauté touareg, majoritaire à Kidal, n'ont pas oublié la brève déclaration d'indépendance de l'Azawad, le nord du Mali, après sa conquête éclair par les rebelles touareg alliés à des groupes islamistes en janvier 2012.

Si certains Touareg voient la présidentielle comme un mal nécessaire qui leur donnera un

interlocuteur légitime pour des négociations, d'autres la rejettent.

Plus de soixante personnes, des femmes, des enfants et des jeunes brandissant les drapeaux des rebelles touareg se sont ainsi réunies devant «l'arbre de la contestation», sur une vaste place, à quelque 500 m du centre de vote. «53 ans de crimes de l'armée malienne, cela suffit», proclame une banderole, tandis qu'un homme chevauchant un dromadaire galope en brandissant l'étendard touareg.

«On ne veut plus du Mali, on n'en a jamais voulu. Les élections, ce n'est pas notre problème, c'est seulement les pro-maliens qui vont voter, aucun de nous ne va voter pour le Mali», assure parmi la foule Bakdi Walet Ibrahim, une militante du MNLA.

«Notre seul désir, c'est l'indépendance de l'Azawad. Le Mali a tué nos parents, nos enfants, nos frères, même nos troupes. On veut en être délivrés», demande-t-elle.

AFP

IRAK

Neuf policiers tués dans un attentat suicide en Irak

Neuf policiers ont été tués hier matin dans un attentat suicide dans le nord de l'Irak, a indiqué la police dans un nouveau bilan. Un précédent bilan a fait état de 8 policiers tués et 9 blessés.

Un kamikaze au volant d'une voiture piégée a attaqué un convoi de trois véhicules de policiers dans la ville de Touz Khourmatou, non loin de la région autonome du Kurdistan, selon le maire Chalal Abdoul. Neuf autres policiers ont été blessés. La ville de Touz Khourmatou abrite une communauté kurde importante, ce qui explique le déploiement dans cette ville d'environ 700 policiers kurdes, appartenant aux forces de sécurité du Kurdistan. Il s'agit de la première attaque contre un objectif kurde dans cette ville depuis près de trois mois, selon le maire. Plus de 700 personnes ont été tuées depuis le début juillet dans des actes de violence en Irak, selon un bilan fourni par des sources sécuritaires.